

Le mouvement syndical africain, histoire et défis d'avenir

Initiée par le Centre d'Études Africaines de l'Université de Porto en partenariat avec la Confédération Générale du Travail du Portugal (CGTP) et l'Organisation de l'Unité Syndicale Africaine (OUSA), une conférence internationale sur l'histoire du mouvement syndical en Afrique a eu lieu du 29 au 31 avril 2017 à l'Université de Porto au Portugal.

Une trentaine de dirigeants syndicaux représentant différentes organisations syndicales Africaines ont pris part aux travaux de cette conférence appuyée par quelques experts et chercheurs dans le domaine. Cette rencontre a été une opportunité pour les participants de débattre et d'échanger des idées sur le mouvement syndical Africain dès sa genèse, ses défis actuels et surtout ses tendances d'avenir.

Ce colloque se singularise par une interaction active entre académiciens chercheurs et dirigeants syndicaux venus du terrain. Une série de sujets pertinents a été au menu du programme de ce colloque. Ceci a permis d'analyser dans une ambiance de franchise des thèmes tels, l'histoire du mouvement syndical Africain, le nouveau contexte socioéconomique et politique, les compétences requises pour faire face aux nouveaux défis.

A la différence des pays industrialisés où le syndicalisme est apparu comme réaction au capitalisme ou une des conséquences de la révolution industrielle capitaliste, celui de l'Afrique est né dans un contexte différent et particulier. En effet, il n'avait pas pour seule ambition de promouvoir le travailleur africain soumis à un rythme d'exploitation cruel, mais aussi la décolonisation de son pays. Ainsi, il est clair que la lutte sociale s'est inscrite dans une grande dynamique de lutte conduite sous l'étendard du mouvement de libération de l'Afrique. La convergence de la conscience sociale et nationale ont fait de la lutte pour la décolonisation une priorité.

Globalement c'est après la deuxième guerre mondiale que les premières organisations syndicales ont vu le jour en mettant en avant leurs revendications. Or, très vite elles deviennent une des composantes de la lutte pour l'émancipation politique. Plusieurs dirigeants du mouvement de lutte pour l'indépendance sont issus du mouvement syndical. Il faut leur reconnaître d'ailleurs beaucoup de sacrifice et d'engagement réel au service de leurs peuples et de leurs nations.

De par la nature des liens qu'elles ont développés avec le mouvement politique durant la période coloniale, dès l'accès de leurs pays à l'indépendance, une grande majorité de ces organisations syndicales se sont engagées dans une alliance stratégique avec les partis politiques au pouvoir pour la construction et l'édification nationale. Dans l'espoir d'obtenir des retombées positives sur le plan social, des syndicalistes ont intégré les rouages de décisions sur les plans politique et économique. L'orientation politique et économique prises par les nouveaux Etats indépendants, fondée sur la vision unitaire, a transformé ces

mêmes organisations syndicales en organisations avec une marge d'action déjà définie. Elles se sont par conséquent transformées de fait en structures chargées d'exécuter les orientations et les résolutions de leurs tutelles politiques.

Dès le début des années 1990, le continent Africain a connu un mouvement de renouveau démocratique, ce qui a conduit au changement du champ politique, économique et social. Après deux à trois décennies de parti unique, quelques espaces d'expression démocratique commençaient à s'ouvrir. Cette ouverture a par voie de conséquence mené à la rupture du lien organique entre les partis et les organisations syndicales appelées à s'adapter au nouveau contexte. La consécration du pluralisme par les nouvelles réformes politiques a mis fin au monolithisme syndical. De nouvelles organisations ont commencé à se former. Le paysage syndical connaît lui aussi, à l'instar du nouveau paysage politique, des changements qui ont modifié la composition du champ social et syndical. C'est tout simplement l'ère du pluralisme syndical.

Une ère nouvelle commence donc pour le mouvement syndical Africain. Il entame sa troisième phase d'évolution. Les réformes multiformes engagées par les Etats n'ont pas été à la hauteur des attentes des travailleurs. Ce qui met le syndicalisme devant de nouvelles épreuves plus rudes. Il s'agit d'abord de faire face à ces nouvelles politiques libérales qui ont sévèrement affecté le monde social et surtout le niveau de vie des travailleurs. Sous l'effet de la mondialisation, les économies africaines ont été sérieusement bousculées. La facture sociale est lourde à par les travailleurs africains au quotidien très difficile.

Le contrôle des ressources naturelles, le développement, la démocratie, la précarité, la pauvreté, la propagation de l'informel, la dégradation climatique, la paix et la sécurité, la crise migratoire, la lutte contre les inégalités, le renforcement des capacités des organisations syndicales et la fragmentation syndicale sont autant de défis qui attendent le mouvement syndical africain durant cette étape du 21^{ème} siècle.

Cette rétrospective chronologique est un appel à étudier avec plus de rigueur le parcours et l'itinéraire du mouvement syndical africain pour mieux le comprendre, identifier ses faiblesses, ses capacités et surtout ses tendances et son avenir. Car c'est en redécouvrant le dynamisme et les valeurs du syndicalisme africain dans le passé qu'il peut retrouver la voie de son meilleur avenir.

Le colloque de Porto a permis d'aborder des questions pertinentes et de grande importance dans un esprit d'échange et de débat entre les dirigeants syndicaux Africains et des chercheurs experts et aura surtout un impact sur les politiques du travail et les perspectives d'action syndicale.

Arezki Mezhoud*

* Secrétaire général de l'OUSA. Accra, Ghana.